

Résumé

«L'instauration de l'accès gratuit à l'éducation primaire a été un vrai miracle pour nous. Sans cela, John [11 ans] serait encore à la maison ».

Jane Nzomo, Kenya

« La liberté, cela veut dire avoir suffisamment d'eau potable, être capable de vivre dans une maison décente et avoir un bon travail ; c'est aussi avoir accès à des soins de santé. Quel est l'intérêt d'avoir fait cette transition si la qualité de vie de ces personnes n'est pas améliorée ? Si ce n'est pas le cas, le vote est inutile ! »

Desmond Tutu, 1999

Des salles de classe avec des enseignants ; des cliniques avec des infirmières ; de l'eau courante et des toilettes qui fonctionnent : pour des millions de personnes dans les pays en développement, ces choses ne sont encore qu'un rêve distant. Et pourtant, l'accès à ces services publics vitaux – santé, éducation, eau et assainissement – est absolument indispensable pour transformer la vie des personnes qui vivent dans la pauvreté.

Mettre sur pied de bons services publics, ce n'est pas réellement une idée nouvelle : ce sont les fondations sur lesquelles les sociétés des pays riches d'aujourd'hui se sont construites. Plus récemment, d'autres pays en développement ont suivi cette voie, avec des résultats impressionnants. Par exemple le Sri Lanka, la Malaisie et l'Etat de Kerala en Inde ont fait, en l'espace d'une génération, des progrès en terme de santé et d'éducation que les pays industrialisés ont mis 200 ans à réaliser. Mettre sur pied de bons services publics n'est pas une idée nouvelle, mais c'est une idée qui a fait ses preuves. Elle devrait être la pierre angulaire de toute politique visant à « faire de la pauvreté une histoire ancienne ».

Au XXI^{ème} siècle, il est scandaleux que des gens puissent vivre sans avoir accès à ces droits humains les plus élémentaires. C'est pourtant le cas pour des millions de familles.

Aujourd'hui :

- 4 000 enfants vont mourir de diarrhée, une maladie causée par l'eau insalubre
- 1 400 femmes mourront pendant leur grossesse ou leur accouchement
- 100 millions d'enfants en âge d'aller à l'école, des filles pour la plupart, ne seront pas scolarisés

Ce rapport montre que les populations des pays en développement pourront être éduquée et en bonne santé seulement si leurs gouvernements assument la responsabilité de la fourniture des services essentiels. Les organisations issues de la société civile et les entreprises privées peuvent apporter des contributions importantes mais elles doivent être correctement régulées et intégrées dans des systèmes publics efficaces plutôt que perçues comme des substituts à ces systèmes. Seuls les gouvernements sont capables d'avoir la portée nécessaire pour fournir un accès universel à des services gratuits -ou suffisamment subventionnés- pour les plus pauvres, et adaptés aux besoins de tous les citoyens – y compris les femmes et les filles, les minorités et les personnes les plus défavorisées. Mais alors que certains gouvernements ont fait de grands pas en avant, d'autres, encore trop nombreux, manquent d'argent, de capacités ou de volonté d'agir.

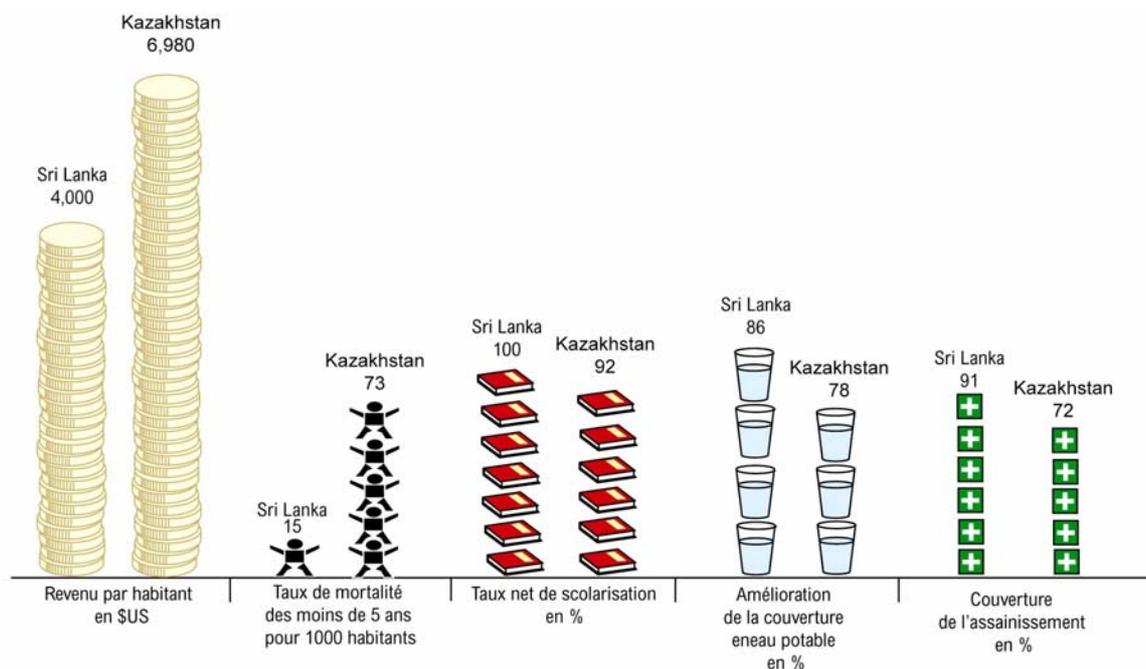
Les gouvernements des pays riches et les agences internationales comme la Banque Mondiale devraient être des partenaires cruciaux pour aider à soutenir ces systèmes publics. Mais bien trop souvent, ils freinent au contraire les avancées lorsqu'ils tardent à octroyer les remises de dettes et les aides prévues destinées à les soutenir. Ils freinent également le développement en favorisant des solutions qui impliquent le secteur privé et qui ne bénéficient pas aux individus les plus pauvres.

Il n'y a aucun doute, le monde a les moyens d'agir. Les dirigeants de la planète se sont mis d'accord sur une série de cibles à atteindre connues sous le nom d'Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Oxfam calcule que pour atteindre ces objectifs dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau et l'assainissement, il faudrait 47 milliards de dollars supplémentaires par an ; montant qu'il faut mettre en perspective avec les dépenses militaires mondiales qui s'élèvent à 1000 milliards de dollars, ou encore avec les 40 milliards de dollars dépensés dans le monde en nourriture pour les animaux domestiques.

Succès public: des gouvernements qui assurent des services essentiels pour tous

Afin d'évaluer la performance des gouvernements des pays en développement, Oxfam a mis au point un Index des Services Essentiels. Cet Index classe les pays dans quatre zones sociales – taux de survie des enfants, scolarisation, accès à l'eau potable, accès à des installations sanitaires – et compare les performances avec le revenu national par personne. Cette comparaison montre que certains gouvernements ont fait bien plus que ce qui étaient attendus d'eux vu leurs capacités. Bien que plus d'un tiers de la population au Sri Lanka vit actuellement en-dessous du seuil de pauvreté, le taux de mortalité maternelle dans ce pays compte parmi les plus bas du monde. Lorsqu'une femme accouche au Sri Lanka, elle a 96% de chance d'être suivie par une sage-femme qualifiée. Si cette femme ou sa famille a besoin de soins médicaux, ils y auront accès gratuitement dans une clinique publique où ils pourront se rendre à pied depuis chez eux. Les soins seront par ailleurs délivrés dans cette clinique par une infirmière qualifiée. Les enfants de cette femme pourront aller à l'école gratuitement et l'éducation des filles sera gratuite jusqu'au niveau universitaire. Comparons maintenant ces résultats avec ceux du Kazakhstan. Même si le Sri Lanka dispose d'un revenu par habitant inférieur de 60% à celui du Kazakhstan, il n'en reste pas moins qu'un enfant au Kazakhstan a pratiquement cinq fois plus de chances de mourir pendant ses cinq premières années. Il est également beaucoup moins probable qu'il soit scolarisé, boive de l'eau potable ou ait accès à des latrines. (voir Figure 1).

Figure 1: Sri Lanka: des revenus moins élevés que ceux du Kazakhstan, mais une population en meilleure santé et mieux éduquée



Le cas du Sri Lanka n'est pas unique. Tout récemment, l'Ouganda et le Brésil ont doublé le nombre de leurs enfants scolarisés. Ils ont diminué le nombre de décès dus au Sida et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement a été étendu à des millions de personnes. Dans l'Etat de Pulau Penang, en Malaisie, la compagnie de service public de l'eau fournit l'eau à plus de 99% de la population et fixe un prix subventionné pour les 20 000 premiers litres d'eau utilisés par les familles tous les mois.

Certains gouvernements ont obtenu des résultats en fournissant des services essentiels universellement disponibles et qui fonctionnent également pour les femmes et les filles. Ils ont aboli les frais de santé et d'éducation et ont subventionné les services d'eau et d'assainissement. Ils ont réussi à renforcer sur le long terme la capacité de l'Etat à fournir des services et ont étendu ces services aux zones rurales. Ils ont investi dans les enseignants et les personnels soignants. Et enfin, ils ont renforcé le statut des femmes et leur autonomie en tant qu'usagers et fournisseurs de services.

Echec Public — lorsque les gouvernements échouent et n'agissent pas

« Au centre de santé, ils sont mécontents quand ils doivent vous soigner. Si vous n'avez pas d'argent, ils ne vous prennent pas. Que se passe-t-il alors ? Et bien, on vous laisse mourir. »
Marta Maria Molina Aguilar, mère d'un enfant malade, Nicaragua

Pour chaque Sri Lanka, il y a d'autres pays pauvres où des millions de personnes ne peuvent pas payer le prix de la consultation pour voir un médecin ; où les filles ne sont jamais allées à l'école et où les maisons n'ont ni robinet d'eau ni toilettes. Au Yémen, une femme n'a qu'une chance sur trois de savoir lire et écrire. Si elle a un bébé, elle n'a qu'une chance sur cinq d'être suivie par une sage-femme. Si elle et son enfant survivent à l'accouchement, son enfant aura une chance sur trois d'être mal nourri et une sur neuf de mourir avant d'avoir atteint son cinquième anniversaire. Si cette femme vit dans une zone rurale, il est probable que sa famille

n'aura pas les moyens d'obtenir des soins médicaux, de l'eau potable ou d'avoir accès à des installations sanitaires de base.

Le Yémen est non seulement un exemple de pauvreté dévastatrice, mais une illustration des inégalités profondes sous-jacentes qui existent entre les sexes : il y est normal que les services soient inopérants pour les femmes et les filles. Pourtant, investir dans le bien-être des femmes est la pierre angulaire du développement – car cela augmente à la fois leurs chances de vivre et celle de leurs enfants. Partout dans le monde en développement, les femmes ont plus de probabilité de tomber malades mais moins de probabilité de recevoir un traitement médical. On attend d'elles qu'elles s'occupent des membres de la famille qui sont malades, mais bien souvent elles sont les dernières que l'on envoie à l'école et les premières à en être retirées lorsque l'argent vient à manquer. Et c'est presque toujours elles qui perdent une grande partie de leur journée à transporter des seaux d'eau sur de longues distances.

La réalité pour une vaste majorité de personnes dans les pays en développement est que les services publics ne sont simplement pas disponibles ou sont avant tout destinés à répondre aux besoins des riches et sont extrêmement chers. Cela ne sert qu'à augmenter encore l'inégalité sociale. Les enfants doivent encore payer pour aller à l'école dans 89 pays en développement sur 103 ; ce qui signifie que de nombreux enfants pauvres sont forcés d'abandonner leur éducation. La plupart de ces enfants sont des filles. Dans un district du Nigeria, le nombre de femmes mortes en couche a doublé après que les services de santé maternelle aient cessé d'être gratuits. Privés de service public d'eau potable, les consommateurs pauvres doivent acheter de l'eau auprès de marchands privés et dépensent jusqu'à cinq fois plus pour un litre d'eau que les consommateurs riches qui ont accès à l'eau courante. Dans de nombreux endroits, la corruption est un problème majeur à la fois dans les services publics et privés. La corruption et l'inefficacité impliquent une couverture aléatoire, l'absentéisme des employés et des frais à payer pour des services de mauvaise qualité.

Les services publics qui existent sont maintenus en état de fonctionner par un personnel minimal d'enseignants et de travailleurs de santé mal payés, surchargés de travail et peu considérés. Les salaires des instituteurs dans les pays les moins développés ont baissé de moitié depuis 1970. Et ces héros du secteur public sont bien trop peu nombreux pour faire face aux besoins. Afin de garantir l'accès universel aux soins de santé de base et à l'éducation primaire, le monde a aujourd'hui besoin de 4,25 millions de personnels de santé supplémentaires et de 1,9 millions d'instituteurs formés de plus.

Société Civile: colmater certaines brèches

Lorsque leurs gouvernements ne réussissent pas à fournir les services, les personnes pauvres, pour la plupart, ne reçoivent pas d'éducation, pas de soins médicaux, pas d'eau potable ou d'assainissement. Ceux qui y parviennent se ruinent pour payer des services privés ou doivent se tourner vers des fournisseurs issus de la société civile comme les mosquées, les églises, les groupes caritatifs ou communautaires. Ces différents groupes prennent en charge des communautés éloignées et marginalisées et fournissent des services basés sur la communauté - comme par exemple, les soins à domicile pour les personnes atteintes du sida qui ont été développés dans certains pays africains durement touchés comme le Malawi. La fourniture informelle de soins de santé et d'éducation par l'intermédiaire de réseaux locaux, qui est pratique courante dans de nombreux pays et particulièrement dans le cas de groupes marginalisés et vulnérables, repose souvent sur le travail non payé des femmes.

Les organisations de la société civile peuvent également développer et introduire pour la première fois des approches novatrices en terme de fourniture de service et peuvent soutenir les citoyens lorsqu'ils cherchent à faire valoir leurs droits à la santé, à l'éducation et à l'eau potable. Mais leur couverture est partielle, leurs services sont difficilement extensibles et la qualité de ce qu'elles ont les moyens d'offrir peut varier grandement. En Zambie, par exemple, des communautés se sont réunies pour construire des écoles mais certaines d'entre

elles ne disposent même pas du matériel éducatif et des installations sanitaires les plus élémentaires. Les indices recueillis tendent à montrer que ces types d'initiatives citoyennes fonctionnent mieux si elles sont intégrées à un système dirigé par l'Etat dans lequel leur contribution est officiellement reconnue et soutenue par le gouvernement. Dans l'Etat de Kerala en Inde, en Malaisie et à la Barbade, les gouvernements ont établis des points de rencontre avec la société civile, par exemple en finançant les frais de fonctionnement des écoles religieuses et en les contrôlant régulièrement pour vérifier que le niveau scolaire est maintenu.

Si l'Etat est en faillite, il ne faut pas compter sur le marché pour résoudre le problème

Confrontés à des services gouvernementaux en faillite, nombreux sont ceux qui se sont tournés vers le secteur privé pour trouver des réponses. Cela a parfois fonctionné. Des pays comme la Corée du Sud et le Chili ont obtenu des gains impressionnants en terme de bien-être social avec un niveau élevé d'implication privée dans la fourniture des services. Mais de tels services tendent à créer des inégalités, entraînent des coûts élevés et excluent souvent les plus pauvres qui ne peuvent s'offrir de tels services, les fournisseurs privés étant notoirement difficiles à réguler. Les solutions reposant sur le marché ont souvent miné la fourniture des services essentiels et ont eu un impact négatif sur les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. La privatisation de l'eau en est l'exemple le plus notoire même s'il faut aussi noter que l'investissement peu contrôlé du secteur privé dans les systèmes de santé des pays en développement s'étend également très rapidement.

- Lorsque la Chine a progressivement abandonné les soins de santé gratuits au profit d'hôpitaux à but lucratif et d'assurance maladie, les frais de santé des familles sont devenus quarante fois plus élevés et les avancées dans la lutte contre la mortalité infantile ont été freinées. Des services qui autrefois étaient gratuits sont maintenant payés par le biais d'une assurance maladie qui ne couvre qu'une personne sur cinq dans la Chine rurale.
- Le Chili a été l'un des premiers pays à mettre en place une implication du secteur privé dans son système de soins de santé. Il a également le taux le plus élevé de naissances par césarienne au monde (40% en 1997), principalement parce que les hôpitaux privés cherchent à maximiser leurs profits grâce aux coûts supplémentaires associés aux actes chirurgicaux et à un taux supplémentaire d'occupation des lits.
- Réguler les fournisseurs de service privés, particulièrement lorsqu'il s'agit de compagnies multinationales puissantes, peut s'avérer plus difficile pour des Etats faibles que de fournir directement ces mêmes services. Le marché mondial de l'eau est dominé par une poignée de compagnies américaines, françaises et britanniques comme Bechtel, Suez et Biwater. Les contrats qu'elles négocient trient sur le volet les segments de marché les plus profitables et elles exigent une garantie de leurs marges de profit qui de plus sont calculées en dollars. Si les gouvernements essaient de mettre fin à ces contrats, ils risquent d'être attaqués en justice, comme les cas récents de la Tanzanie et de la Bolivie viennent de le démontrer.

Les pays riches: ils soutiennent le secteur privé, rompent leurs promesses d'aide et débauchent les enseignants et personnels soignants des pays pauvres

Les gouvernements des pays riches et les agences internationales comme la Banque Mondiale peuvent avoir une influence majeure sur les politiques adoptées par les pays pauvres. Pour certains d'entre eux, l'aide des donateurs équivaut à la moitié de leur budget national. Les conseils des experts extérieurs, financés par l'aide ont une influence énorme quand il s'agit de déterminer le type de réformes qu'un gouvernement va adopter.

Au lieu d'aider à la construction des services publics, les gouvernements des pays riches et les agences comme la Banque Mondiale ont trop souvent utilisé leur influence pour pousser en

avant des solutions faisant appel au secteur privé. Ils considèrent l'augmentation de l'implication du secteur privé comme un élément-clé pour accroître l'efficacité et améliorer les services. Des indices de plus en plus nombreux démontrent pourtant que ces solutions fonctionnent rarement dans l'intérêt des plus pauvres. La Banque Mondiale et le FMI insistent souvent pour que les gouvernements introduisent la privatisation et augmentent la part du secteur privé dans la fourniture de services en échange d'aide ou de remises de dettes. Une étude menée en 2006 sur 20 pays recevant des prêts de la Banque Mondiale et du FMI a montré que la privatisation était une condition pour 18 d'entre eux, ce qui constitue une tendance à la hausse par rapport aux années précédentes.

Les gouvernements des pays pauvres *ont besoin* d'une aide bien coordonnée, prévisible et distribuée à travers des systèmes publics et des budgets nationaux. Mais ce que les pays pauvres *reçoivent* en général, c'est une aide insuffisante, imprévisible et remise par l'intermédiaire d'une multitude de projets différents qui concurrencent directement les services publics dans un contexte marqué par des ressources humaines et financières déjà peu nombreuses. Jusqu'à 70% de l'aide pour l'éducation mondiale est dépensée en assistance technique, qui pour une très grande partie consiste en consultants occidentaux payés bien trop chers. Une étude sur l'assistance technique au Mozambique a démontré que les pays riches dépensaient 350 millions de dollars par an pour s'attacher les services d'experts techniques, alors que l'enveloppe salariale pour la totalité du secteur public du Mozambique était seulement de 74 millions de dollars. Dans le secteur de la santé, les demandes des donateurs concernant de nombreuses initiatives 'verticales' font perdre un temps précieux aux fonctionnaires, affaiblissent la fourniture des soins et faussent les priorités de santé. Par exemple, l'Angola et la République Démocratique du Congo ont chacun dû mettre en place quatre organes différents de « coordination » dans le cadre de la lutte contre le VIH/Sida.

Les plafonds imposés par le FMI sur les salaires du secteur public et sur le recrutement empêchent les gouvernements d'étendre les services de santé et d'éducation. S'il est normal que le FMI veille à ce que les pays gèrent leur économie avec précaution, son attitude par trop rigide est incompatible avec tout espoir d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement. Il se peut également que l'Organisation Mondiale du Commerce et les 'Accords de Libre Echange' bilatéraux et régionaux menacent les services publics en limitant la manière dont les gouvernements peuvent réglementer les fournisseurs de service étrangers.

Dans le même temps, alors qu'ils pressent les pays en développement pour qu'ils remplissent les OMD pour la santé et l'éducation, les pays riches aggravent encore la pénurie de compétences en débauchant des milliers de leurs travailleurs qualifiés. Sur les 489 étudiants infirmiers qui sont sortis diplômés de l'Ecole de Médecine du Ghana entre 1986 et 1995, 61% d'entre eux ont quitté le pays. Plus de la moitié sont allés en Grande-Bretagne et un tiers aux Etats-Unis.

Ce qui doit être fait

Le changement est possible. Mais il implique une action concertée de la part des pays en développement, soutenus plutôt que bridés par les pays riches, et devant rendre compte à des citoyens actifs revendiquant le respect de leurs droits.

Changer les priorités politiques

L'engagement politique et la volonté de réformer sont des éléments-clés pour obtenir des services efficaces. Pour cela, les gouvernements doivent être mis sous pression afin qu'ils dépensent plus et mieux en faveur des services essentiels. Dans l'Etat de Kerala en Inde et au Sri Lanka, des citoyens politiquement avertis ont exigé la mise en œuvre de services performants. Partout dans le monde, les organisations de la société civile se battent pour que les services essentiels soient débattus dans les journaux et qu'ils figurent sur les listes de

priorité des politiciens. Au Kenya, la coalition nationale pour l'éducation, Elimu Yetu (Notre Education) a joué un rôle crucial pour obtenir que l'éducation primaire gratuite devienne une question électorale et pour garantir qu'elle soit introduite en 2002. Le résultat a été que 1,2 millions d'enfants sont allés à l'école pour la première fois. En 2005, la plus grosse coalition anti-pauvreté au monde a été formée, l'Action mondiale contre la Pauvreté (Global Call to Action against Poverty – GCAP). Le GCAP a vu plus de 36 millions de personnes agir dans plus de 80 pays différents. Les demandes-clés relayées par le GCAP incluent l'accès universel à des services publics de qualité et la fin de la privatisation là où elle est la cause de privations et de pauvreté.

Faire en sorte que les services fonctionnent pour les femmes

Investir dans les services de base qui soutiennent et restituent du pouvoir aux femmes et aux filles signifient promouvoir les femmes en tant que travailleurs, soutenir les femmes et les filles en tant qu'usagers des services, les protéger contre les abus et combiner toutes ces mesures avec des réformes légales qui améliorent le statut et l'autonomie des femmes dans la société. Au Botswana, à l'île Maurice, au Sri Lanka, au Costa Rica et à Cuba, la proportion élevée de femmes parmi les enseignants et les travailleurs de santé a été un élément fondamental pour encourager les femmes et les filles à utiliser ces services. Des progrès sont souvent atteints en travaillant simultanément avec des groupes de femmes, en changeant les lois et en remettant en question des convictions néfastes. Au Brésil, les organisations de femmes qui travaillent à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement ont réussi à garantir que la Constitution de 1988 reflète l'importance de la santé reproductive des femmes. Les mouvements de femmes ont continué à influencer la politique de santé publique du Brésil : un programme de santé intégrée pour les femmes a été établi (Programa de Assistência a Saude da Mulher – PAISM) et des services spéciaux de santé sont maintenant disponibles pour les victimes de viol.

Résoudre la crise des ressources humaines

« Tant qu'il y aura un souffle de vie dans mon corps, je continuerai à enseigner. Je n'enseigne pas à cause du salaire mais parce que j'adore ce travail et que j'adore les enfants ».

Viola Shaw-Lewis, institutrice de 76 ans, école publique de Kingsville, Liberia

Les travailleurs du secteur public doivent être considérés comme les héros qu'ils sont et doivent être placés au centre de l'expansion des services pour tous. Tous les pays qui ont eu de bons résultats en la matière ont bâti ce succès sur une philosophie du service public dans laquelle les travailleurs du secteur public sont encouragés à être fiers de leur contribution à la nation et à la société, leur conférant en retour statut et respect.

Le salaire seul ne suffit pas toujours à augmenter la motivation, mais c'est la première priorité lorsque la rémunération est trop faible. Un meilleur salaire doit aller de pair avec de meilleures conditions. Le logement est un problème majeur pour la plupart des enseignants, particulièrement pour les femmes institutrices dans les zones rurales. Les gouvernements doivent travailler avec les syndicats pour réussir à améliorer les salaires et les conditions de travail en les combinant avec des codes de conduite destinés à garantir que les travailleurs font ce qu'ils ont à faire.

Augmenter dramatiquement le nombre des enseignants et des travailleurs de santé est une tâche énorme qui demande une planification stratégique coordonnée entre les gouvernements des pays pauvres et les bailleurs d'aide. Les gouvernements doivent investir dans des gestionnaires et des planificateurs compétents afin de produire des plans accompagnés de budgets clairs et se donner les capacités de les mettre en œuvre. Au Malawi, Plusieurs

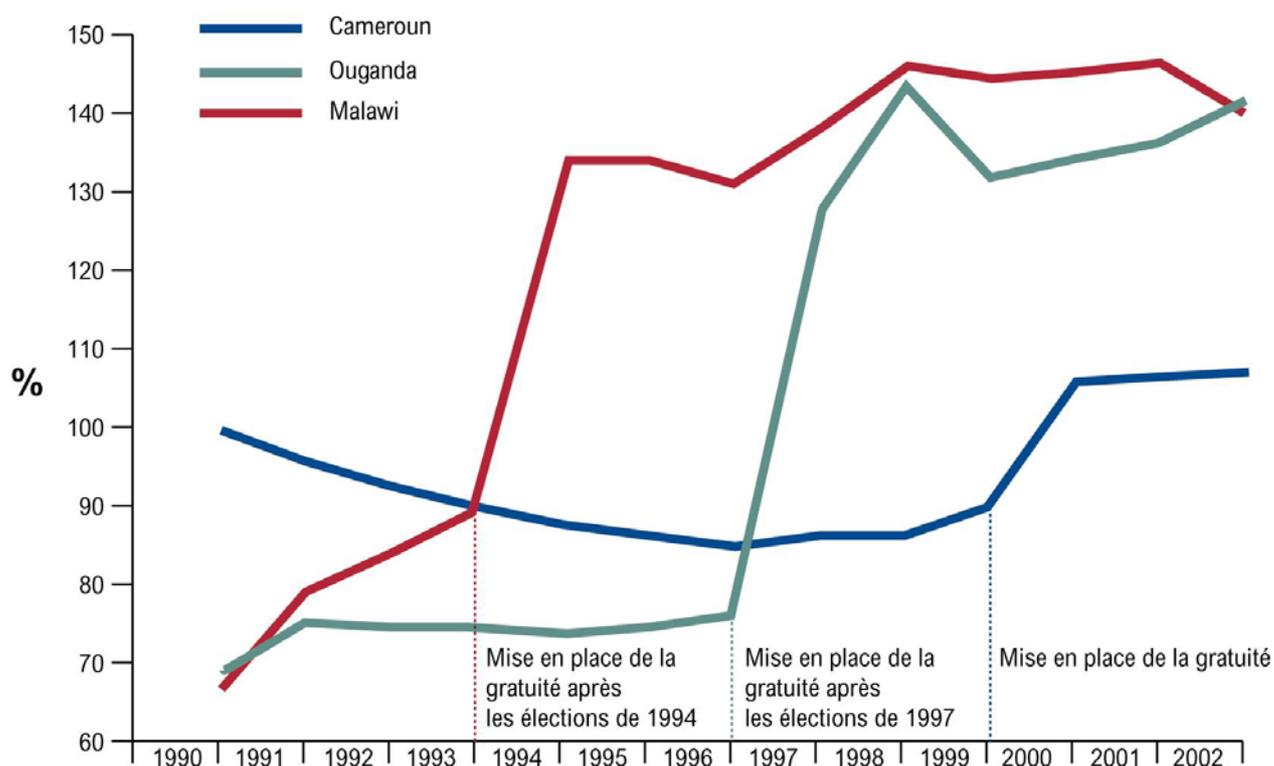
donateurs financent actuellement une augmentation de salaire pour les travailleurs de santé du service public, ceci afin d'endiguer l'exode de médecins et d'infirmières qui quittent le pays et pouvoir ainsi améliorer la qualité des soins donnés dans les hôpitaux.

Combattre la corruption et établir le sens de la responsabilité

Dans de nombreux cas, une amélioration des salaires, du statut et des conditions des travailleurs du secteur public a contribué à réduire la corruption à petite échelle. Au niveau de la société toute entière, une bonne éducation dans le service public et des campagnes de sensibilisation du public peuvent jouer un rôle important pour promouvoir une culture de confiance, d'honnêteté et de respect de la loi. Il faut également résoudre le problème de la corruption au niveau politique. La démocratie multipartite, l'émergence d'une société civile et d'une presse libre sont également des éléments centraux de ce combat. Au Costa Rica et au Kenya, par exemple, des scandales dévoilés dans la presse ont conduit à la mise en accusation de hauts fonctionnaires.

La société civile joue également un rôle de plus en plus important et se fait entendre lorsqu'il s'agit de demander des comptes aux dirigeants politiques, de suivre les dépenses du gouvernement pour les services essentiels et de mettre en lumière les cas de détournement d'argent. Les citoyens ont besoin d'un rôle officiellement reconnu dans le contrôle public. WaterAid a mis en place un mécanisme de « feedback » entre les groupes d'utilisateurs de l'eau et les gouvernements locaux au Népal, en Inde, au Bangladesh, au Ghana et en Ethiopie. Au Malawi, des organisations citoyennes pour l'éducation vérifient les dépenses du gouvernement et les suivent jusqu'au niveau de chaque école primaire. Le réseau international Social Watch réunit des groupes de citoyens dans plus de 60 pays afin de contrôler régulièrement la performance des gouvernements dans la fourniture des services essentiels.

Fig 2: La gratuité de l'école met l'éducation à l'ordre du jour et les enfants à l'école



La gratuité de l'école primaire (voir Figure 2) et des soins de santé primaire peut avoir un impact immédiat sur l'utilisation des services. En ce qui concerne l'eau, dont personne ne peut se passer, le problème n'est pas la demande mais l'amélioration de l'accès pour les personnes pauvres et la garantie qu'une ressource qui n'est pas illimitée soit partagée équitablement. Les frais doivent donc être structurés de manière à garantir qu'un minimum quotidien soit gratuit ou abordable pour les personnes les plus défavorisées .

Les pays riches doivent soutenir les services publics

Les pays riches doivent aider les gouvernements des pays en développement et leurs populations à mettre en place le type de mesures décrites plus haut. Ils doivent cesser de contourner et de miner les gouvernements en favorisant l'expansion de fournisseurs privés de services. Ils doivent remplir leur engagement, pris il y a maintenant 36 ans, de consacrer 0,7% de leurs revenus à l'aide publique au développement. Cette aide doit être fournie sur le long terme, prévisible et ciblée afin de bénéficier aux pays qui démontrent leur engagement à augmenter leur couverture en service sociaux de qualité. L'aide devrait être consacrée plus particulièrement aux salaires et aux coûts de fonctionnement des systèmes publics. Elle devrait également être canalisée, chaque fois que possible, à travers un soutien budgétaire sectoriel et direct. Ces mesures doivent être encore soutenues par une remise complète des dettes de tous les pays qui en ont besoin. Les gouvernements riches doivent également réduire le recrutement actif de professionnels qualifiés dans les pays pauvres à destination de leurs propres services de santé et d'éducation.

Conclusion

En l'espace d'une génération et pour la première fois dans l'histoire, tous les enfants du monde pourraient enfin avoir accès à l'école. Chaque femme pourrait accoucher avec les meilleures chances possibles pour elle et son bébé de survivre. Tout le monde pourrait boire de l'eau sans risque pour sa santé. Des millions de nouveaux personnels soignants et enseignants pourraient sauver des vies et former des esprits.

Nous savons comment y parvenir : volonté politique, action gouvernementale et services publics, soutenus par une aide flexible fournie sur le long terme et par une annulation des dettes. Nous savons que le marché est incapable de faire tout cela tout seul. La société civile peut colmater certaines brèches mais les gouvernements doivent agir. Il n'y a pas de raccourci et pas d'autre voie.

Pour atteindre ces objectifs, les gouvernements des pays en développement doivent prendre leurs responsabilités, leurs citoyens doivent faire pression sur eux pour qu'ils agissent et les pays riches doivent soutenir et non pas miner leurs efforts. Comme le dit Nelson Mandela :

« La pauvreté n'est pas naturelle. Elle est créée par les hommes et elle peut être vaincue et éradiquée par l'action humaine. Et vaincre la pauvreté n'est pas un geste de charité. C'est un acte de justice. Il s'agit de la protection d'un droit humain fondamental ; le droit à la dignité et à une vie décente. Tant que persistera la pauvreté, il n'y aura pas de liberté ». Discours prononcé lors du lancement de la campagne « Make Poverty History », Trafalgar Square, 3 Février 2005

Recommandations

Les gouvernements des pays en développement doivent:

- Faire des investissements durables dans les systèmes et services essentiels d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement. Plus spécifiquement, ils doivent mettre l'accent sur les politiques de santé reproductive préventive et combattre activement la pandémie du VIH/Sida.

- Rendre l'éducation de base et les soins de santé de base gratuits et subventionner l'eau pour les pauvres.
- Renforcer l'équité en assurant un fonctionnement efficace des services pour les femmes et les filles et en améliorant le statut social de ces dernières.
- Travailler avec la société civile et le secteur privé dans le cadre d'un système public unique et intégré.
- Former, recruter et retenir les travailleurs de santé et les enseignants dont ils ont désespérément besoin.
- Améliorer les salaires et les conditions des travailleurs déjà en poste.
- Bâtir une philosophie du service public dans laquelle les fonctionnaires sont encouragés à être fiers de la contribution qu'ils apportent à leur pays.
- Garantir la représentation des citoyens et assurer leur supervision et leur contrôle sur les services publics. Garantir également la participation de la société civile dans les processus de planification et de préparation des budgets au niveau local et national, y compris en ce qui concerne les accords et les contrats signés avec les donateurs, la Banque Mondiale et le FMI.
- Prendre position publiquement et agir contre la corruption.

Les pays riches, la Banque Mondiale et le FMI doivent:

- Mettre un terme aux réformes libérales inappropriées des services publics imposés par le biais de l'assistance technique, de conditionnalités liées à l'aide et d'accords commerciaux injustes.
- Tenir leur promesse de consacrer 0,7% de leurs revenus nationaux à l'aide publique au développement et d'allouer au moins 20% de cette aide aux services sociaux de base.
- Appliquer entièrement tous les engagements internationaux visant à améliorer la qualité de l'aide, y compris les engagements de Paris sur l'efficacité de l'aide. Garantir que cette aide soit coordonnée, prévisible, allouée sur le long terme et qu'elle comprenne de nouvelles remises de dettes et une augmentation du soutien budgétaire et sectoriel.
- Soutenir financièrement la gratuité des soins de santé de base et de l'éducation ainsi que la subvention des factures d'eau pour les personnes pauvres.
- Financer entièrement le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la TB et la Malaria, ainsi que l'Initiative de Financement Accéléré (Fast track Initiative) pour une Education pour Tous, en garantissant qu'ils soutiennent les gouvernements et les systèmes publics plutôt que d'en dupliquer les activités.
- Travailler avec les pays pauvres pour recruter, former et retenir 4,25 millions de travailleurs de santé supplémentaires et 1,9 millions d'enseignants supplémentaires, et investir dans les compétences d'utilité publique et les ressources humaines des gouvernements locaux responsables de la fourniture d'eau et de l'assainissement.
- Réduire le recrutement actif à leur profit de personnels soignants et autres professionnels qualifiés venus de pays pauvres.

La société civile doit:

- Agir de manière concertée pour exiger des services publics de qualité, y compris la gratuité des soins de santé et de l'éducation ainsi que des services d'eau et d'assainissement subventionnés.
- Continuer à construire des mouvements citoyens à l'échelle mondiale invitant les gouvernements à l'action, telle que la Campagne Mondiale pour l'Education, l'Action mondiale contre la Pauvreté ou encore les mouvements féministes.
- S'impliquer dans les processus locaux et nationaux de planification.
- Travailler avec les parlements nationaux afin de contrôler les dépenses budgétaires, garantir que les services sont bien accessibles aux plus pauvres, s'assurer que la corruption n'est pas tolérée.

- Remettre en cause les gouvernements des pays riches, la Banque Mondiale et le FMI lorsque leurs politiques impactent de manière négative sur les services publics.
- Travailler en collaboration étroite avec les gouvernements et les autres fournisseurs non étatiques afin de garantir plus d'innovation, de formation, de coopération, et de responsabilisation dans la fourniture des services essentiels.